



Un été meurtrier ?

Le budget du ministère de la culture (mission culture) a été amputé de 4,5% en 2013. Quelques semaines après « le changement », ce recul historique avait fait l'effet d'une douche froide. Et l'on sait à présent qu'il se poursuivra en 2014. Le ministère devra en effet, cette fois-ci, supporter une baisse de 2,8%.

François Hollande, candidat à l'élection présidentielle n'avait-il pas promis de sanctuariser le budget de la culture... Lui, Président, c'est devenu rapidement une autre paire de manches.

Sur le front de l'emploi, la situation n'est guère plus reluisante : près de 2000 emplois perdus pour le ministère de la culture dans la période 2008-2012, un ministère « saigné à blanc » de l'aveu même de la ministre, ce qui n'a pas empêché une bonne centaine de suppressions supplémentaires en 2013, et une addition à peu près similaire pour 2014.

Au total, tout cela commence à faire beaucoup pour un ministère très affaibli où la pénurie de moyens se conjugue désormais avec la déshérence voire l'abandon de certaines missions et la dégradation des conditions de travail.

Sur le terrain du dialogue social, si souvent vanté par nos dirigeants, la potion est hélas tout aussi amère. L'agenda social mis en avant par le cabinet est resté en panne. De nombreux dossiers, dont il serait difficile de faire état ici de façon exhaustive, sont aujourd'hui en suspens. Que devient la loi sur la création et le spectacle vivant ? A notre niveau, il nous est très difficile de le dire. La loi sur le patrimoine aurait pris du retard... Quelle sera réellement son articulation avec le fameux « acte 3 » de la décentralisation ? Là encore, rien n'est clair. La MAP, pour *modernisation de l'action publique*, sera-t-elle une espèce de RGPP masquée ? Tout porte à le croire.

Comment par ailleurs ne pas s'inquiéter des menaces qui pèsent sur le service public de l'archéologie préventive, sur le réseau des musées marqué encore et encore par de nouvelles externalisations, la politique du chiffre et la détérioration de la qualité de l'accueil des publics ? Comment, en matière de politique immobilière, ne pas redouter, à l'heure des économies drastiques et des coupes claires, des mesures lourdes de conséquences pour les missions et les agents ?

Et que dire de la situation de la majorité des agents devant la dégringolade du pouvoir d'achat, le marasme des filières professionnelles, le manque de reconnaissance et l'indigence des déroulements de carrières, alors que la Cour des Comptes préconise de *geler le point d'indice en 2014 et 2015, de revoir à la baisse les grilles salariales et de supprimer chaque année 10 000 postes dans la Fonction publique !*

Sur toutes ces questions essentielles, la ministre et son cabinet sont attendus avec de plus en plus d'impatience. Un cap doit être fixé. Des réponses lisibles doivent être données rapidement tant ce ministère semble désorienté. Mais il ne faudrait pas pour autant que la période estivale soit l'occasion de prendre en catimini des décisions non concertées, alors même que nos revendications ont été clairement exposées dès l'été 2012 et que nous n'avons eu de cesse depuis d'y insister et de réaffirmer des propositions précises et constructives.

Si l'ordre du jour de la rentrée sociale s'annonce copieux, une chose est sûre : la CGT-Culture sera au rendez-vous du combat cohérent et juste que les personnels mènent ensemble de longue date pour un vrai service public de la culture, pour un ministère fort, pour la défense de toutes ses missions et pour des conditions de travail dignes du professionnalisme et l'engagement de toutes et de tous.